

## Economie | EDF sur le front de l'insertion par l'activité en Nouvelle-Aquitaine



A l'occasion de son séminaire annuel, le Fonds Agir Pour l'Emploi EDF a organisé en partenariat avec Aquitaine active et l'INAE, une table ronde sur le thème de « l'Insertion par l'Activité Économique en Nouvelle-Aquitaine ». Une rencontre qui s'est déroulée jeudi, à la Halle des Doves de Bordeaux et dont l'objectif était non seulement de rassembler les acteurs de l'insertion agissant au plan régional mais aussi de valoriser les projets originaux ainsi que les associations œuvrant pour l'insertion des personnes en difficulté, dans le monde du travail. Des échanges qui ont notamment eu lieu autour des thèmes : « l'IAE dans une dynamique de coopération et de mutualisation » et « Mobilité et insertion des acteurs de la filière ».

« Acteur à part entière de l'économie sociale et solidaire, le Fonds Agir Pour l'Emploi EDF (FAPE EDF) soutient les projets portés par les associations d'intérêt général pour contribuer au développement de l'emploi et favoriser l'insertion professionnelle » note, d'entrée de jeu, Martin Leys, Président de l'organisme. « Une structure financée chaque année par les salariés et retraités du groupe et dont la collecte a permis de rassembler l'an dernier, 700 000€, abondés à 200% par l'entreprise », poursuit-il. Au total, en 2016, 2,4M€ récoltés auront permis de soutenir plus de 280 projets sur l'ensemble du territoire et de créer ou consolider 3184 emplois. Sur le plan régional, le FAPE EDF, c'est depuis 2013, 221 projets aidés dont 178 créations ou reprises de TPE grâce à 1,2M€ récoltés. Des initiatives « naturelles » pour Benoît Thomazo, délégué EDF en Nouvelle-Aquitaine : « EDF possède des gènes de service public. Il en va de la responsabilité sociale de l'entreprise de développer l'insertion et l'emploi local, de s'occuper des territoires. »

Une mission dont sont également parties prenantes, les collectivités territoriales, les entreprises et les organismes de financement et d'insertion locaux. Un travail complexe sur le terrain qui implique les compétences spécifiques de structures diverses.

**L'IAE, fruit d'un travail en commun** Et parmi elles, Aquitaine Active, acteur de la finance secondaire dont l'objectif est d'accompagner les projets entrepreneuriaux et de leur permettre d'accéder à des financements pour développer l'emploi sur le territoire. Une initiative qui s'adresse aux créateurs d'entreprises tels

que les demandeurs d'emploi ou [les structures de l'ESS](#). « En 2016, nous avons accompagné et financé 197 entreprises. 6,39M€ ont été mobilisés pour les entreprises locales et 82% des entreprises accompagnées ont passé le cap des trois ans. Parallèlement, 873 emplois ont été créés ou consolidés », précise Pascale Pagès, représentante de la structure. Parallèlement, des organismes comme [l'INAE, inter-réseau de Nouvelle-aquitaine](#) créé en 2016 et dédié au développement de l'insertion par l'IAE (il regroupe 50% des 417 structures régionales de l'IAE) et met « l'accent sur l'humain et sa capacité à innover sur la territorialité », précise son Président, Dominique Rugel. Une structure qui mise au quotidien sur la coopération. Et une politique qui semble payer. « Fin 2013, on a répondu à un appel à projet de la Direccte Gironde pour mettre en relation les entreprises du territoire susceptibles de recruter et les structures d'insertion. On a créé un poste de relation entreprises (recherche et présentation de salariés pouvant intéresser les entreprises). Un poste qui a évolué aujourd'hui en coordinateur de parcours de formation et propose maintenant aussi des options aux jeunes en contrat d'avenir », note Stéphane Piéfort, Directeur de [l'Agerad, un chantier d'insertion du blayais](#) qui accueille entre 25 et 30 personnes par an. Former un salarié en fonction des besoins de l'entreprise ? « Le moyen de l'accompagner vers un emploi durable en dehors de chez nous », poursuit-il.

L'avenir ? « Monter une plate-forme commune à toutes les structures dans un rayon de 25 kms. Un travail collectif entre pays de Haute-Gironde et de Haute-Saintonge et mélangeant une douzaine de structures liées à l'insertion ou au handicap ». La question de la coopération ? Un « véritable enjeu » pour Isabelle Zaoui-Carlier, Directrice d'INAE. « Surtout pour la Nouvelle-Aquitaine où les petites structures (moins de 50 salariés) sont majoritaires. La coopération permet non seulement d'apporter de réponses au salarié en insertion, mais aussi d'être compétitif sur un marché où une structure seule ne peut pas répondre ». Des initiatives souvent innovantes et toujours axées sur les besoins du territoire. Un Territoire souvent rural où demeure pour tous le problème de la mobilité.



**Le problème de la mobilité : une question au cœur de l'insertion** Créé en 1998 sur le Bassin d'Arcachon, [l'association Insercycles](#) qui dispose d'un parc de 45 scooters destinés à la location, s'est depuis peu lancée dans la récupération et le recyclage de vélos. Une activité qu'elle effectue en partenariat avec les collectivités territoriales qu'elle envisage de « fournir en vélos », précise Christian Méjouri, son Directeur. Une initiative directement liée à la problématique de la mobilité sur le Bassin et le Val de Leyre, mais très bien équipé en pistes cyclables. Et un atelier de réparation qui permettrait de qualifier les salariés. Des discussions avec le CFA de la Chambre des Métiers de Bordeaux ayant déjà commencé à cette fin. Autre contexte, autre structure, [l'Ader Mobilité de Corrèze](#), dont une des activités est la location de scooters et de voitures, envisage l'avenir avec scepticisme : « la prime à la casse n'est pas adaptée au public que l'on a. Il faudrait qu'ils aient déjà une voiture et même dans ce cas, comment vont-ils trouver le complément financier nécessaire ? », précise Jean-Marie Nicolle, son Directeur. Autre problématique, celle Benoît Hnatyszyn, directeur du [garage solidaire Saint-Fiacre](#), organisme proposant la réparation et la revente de véhicules à un prix modique pour les personnes en difficulté et pour qui : « il est difficile d'insérer des personnes en mécanique pure car les garages cherchent des personnes diplômées. En plus, la prime à la casse ne nous permettra plus de revendre les véhicules que nous réparons avant. Ils vont directement partir à la casse et nous devons vendre des véhicules plus récents et donc plus chers ».

**La question des emplois aidés** Peu abordée durant les débats, [la réduction des emplois aidés](#) était cependant présente dans l'esprit de tous les intervenants. Une question qui a suscité des réactions diverses. Catherine Fourmy, Directrice adjointe de la DIRECCTE Gironde considérant que : « les moyens alloués aujourd'hui seront poursuivis en 2018 et qu'en cas de baisse des emplois aidés, l'IAE ne devrait pas en souffrir car, mise à part les régies de quartier et de territoires, elle fonctionne surtout avec des [CDDI](#). Son de cloche diffèrent au Conseil Départemental de la Gironde puisque pour Denise Greslard-Nedelec, vice-présidente insertion : « La baisse des contrats aidés impacte (notre) accompagnement ». puis, rappelant que 68 structures IAE sont soutenues par le Département, elle précise que « cela ne modifiera pas (notre) implication et (notre) soutien auprès de ces

structures ». Alexandra Siarri rappelant quant à elle que malgré le peu de structures concernées, les emplois aidés offrent de nombreux services à la collectivité, des « services adaptés aux transformations de la société » ; ces structures étant souvent « porteuses d'innovation sociale et avant-gardiste pour les personnes en difficulté ».

Emmanuelle Diaz

*Crédit Photo : Emmanuel Diaz  
Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 30/09/2017*

*[Url de cet article](#)*